

Etats-Unis/Politique

Trump tenu en échec par le Congrès sur Obamacare

AFP
Washington/États-Unis

Le président, qui tablait sur une adoption rapide du texte d'abrogation, se heurte à l'hostilité d'une partie de sa propre majorité.

LE président américain Donald Trump cherchait hier à sauver la face sur l'une de ses plus importantes promesses de campagne, l'abrogation d'"Obamacare", une nouvelle fois torpillée par sa propre majorité républicaine au Congrès. A deux jours du marqueur symbolique des six mois de mandat, Donald Trump a exprimé son exaspération face au blocage de la réforme du système de santé par des sénateurs de son parti, alors qu'en janvier dernier, la Maison Blanche tablait sur une adoption rapide, peut-être dès janvier ou février, comme symbole du retour au pouvoir du parti républicain. "Tous les démocrates nous ont laissés tomber et quelques républicains. La plupart des républicains ont été loyaux, formidables et ont travaillé très dur. Nous serons de retour !", a écrit Donald Trump sur Twitter. Il a dénoncé l'obstruction

des démocrates, bien que la loi ait été "tuée" par des membres de son camp. Le projet de réforme républicain ne visait pas à abroger entièrement la loi démocrate sur la couverture maladie de 2010, qui en sept ans est devenue une loi relativement populaire, au fur et à mesure que des millions de personnes en bénéficiaient. L'architecture alors créée était plus ou moins conservée par le plan républicain afin d'éviter que des millions d'Américains ayant eu accès aux soins grâce à Obamacare ne se retrouvent soudainement sans assurance. Mais des coupes importantes dans le budget de la santé étaient néanmoins prévues, tout comme la suppression de protections pour les assurés. Ce plan d'abrogation et de remplacement simultané n'a finalement plu ni aux ultra-conservateurs, qui dénonçaient un "Obamacare light", ni aux républicains modérés, qui s'inquiétaient d'un retour en arrière trop brusque. Il a été enterré lundi soir après l'officialisation de l'opposition de quatre sénateurs républicains, ce qui empêchait mathématiquement le texte de recueillir les 50 voix, sur



Photo : AFP

La soupe à la grimace pour le président Donald Trump. Son projet de démanteler l'Obamacare a bien du mal à passer au Congrès.

100, requises. **FLOU STRATEGIQUE.** Le plan B, annoncé lundi soir par Mitch McConnell, le chef de la majorité sénatoriale, consistera donc à voter sur une abrogation simple d'éléments centraux d'Obamacare, notamment l'obligation individuelle de s'assurer et les aides financières aux ménages les plus modestes, à l'issue d'une période de transition de deux ans. Le Congrès aurait alors ces deux années pour élaborer une hypothétique réforme de remplacement. L'astuce est que les sénateurs ont déjà voté en faveur de cette abrogation pure, en 2015... mais à l'époque, le président s'appelait Barack

Obama, et les républicains pouvaient se permettre ce geste symbolique en sachant pertinemment que le démocrate mettrait son veto. Cette fois, en revanche, M. Trump promulguerait la loi, ce qui aurait des conséquences bien réelles pour les Américains. Quelque 18 millions de personnes se retrouveraient sans couverture maladie dans l'année suivant l'abrogation, a estimé le Bureau du budget du Congrès. En outre, le marché des assurances privées serait immédiatement plongé dans l'incertitude, sans savoir ce que le Congrès concocterait pour la suite. Sans compter que les élec-

tions législatives de novembre 2018 pourraient rebattre les cartes et faire basculer la majorité parlementaire. Les modérés républicains pourraient donc prendre la lourde décision de voter contre ce plan B, donnant le coup de grâce à un engagement républicain vieux de sept ans. Déjà, au moins deux ont annoncé leur opposition, Susan Collins et Shelley Moore Capito. "Je ne suis pas venue à Washington pour faire du mal aux gens", a déclaré cette dernière. Aucune date n'a été fixée pour ce vote. "Nous avons une promesse à tenir", a lancé une énième fois hier Paul Ryan, le président républicain de la Chambre des représentants. Quoiqu'il arrive, la saga Obamacare illustre les dysfonctionnements de la relation entre la Maison Blanche et le Congrès. Le milliardaire républicain a souvent fait pression publiquement sur les parlementaires pour obtenir une victoire, quelle qu'elle soit, mais sans s'investir dans les détails de la réforme. C'est encore ce qu'il a fait hier, en promettant un futur "superbe projet sur la santé". "Restez à l'écoute !", a-t-il écrit.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Corruption.** L'ex-ministre des Finances appelle Zuma à la démission



Photo : AFP

L'ancien ministre sud-africain des Finances, Pravin Gordhan, un ardent défenseur de la lutte anticorruption qui avait été limogé fin mars, a demandé, pour la première fois hier, la démission du président Jacob Zuma, empêtré dans une série de scandales politico-financiers.

• **Cameroun/Criminalité.** Mgr Bala : l'Eglise va porter plainte contre X pour assassinat

Les évêques camerounais ont annoncé lundi qu'ils porteraient "plainte contre X pour assassinat" dans l'affaire de la mort de Mgr Jean Marie Benoît Bala, 58 ans, dont le corps avait été repêché le 2 juin dans des eaux de la rivière Sanaga.

• **Tchad/Opposition.** Un ex-candidat à la présidentielle en prison

Un candidat de l'opposition à la présidentielle de 2016 au Tchad a été mis en examen et écroué lundi après avoir été destitué en juin de la mairie de la capitale économique du pays pour "malversations financières" puis arrêté la semaine dernière. Laokein Médard, ancien maire de Moundou, a été inculpé de "détournement de biens" et "complicité".

Burkina Faso-Côte d'Ivoire/Lutte antiterroriste

Une volonté commune

AFP
Ouagadougou/Burkina Faso

Elle a été exprimé par les deux présidents, Roch Marc Christian Kaboré et Alassane Ouattara, hier lors du 6è Traité de l'Amitié et de la Coopération (TAC) entre les deux pays.

LE Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, deux pays frappés par des attaques jihadistes, veulent lutter "ensemble contre le terrorisme", ont affirmé les présidents Roch Marc Christian Kaboré et Alassane Ouattara mardi à Ouagadougou, lors du 6è Traité de l'Amitié et de la Coopération (TAC) entre les deux pays. "Nous devons faire face ensemble à la question de l'immigration illégale, du terrorisme, de la criminalité transnationale ainsi qu'aux défis du réchauffement climatique", a déclaré le président ivoirien Alassane Ouattara à l'ouverture du



Photo : AFP

Les présidents burkinabé Roch Marc Christian Kaboré et ivoirien Alassane Ouattara, ainsi que leurs gouvernements respectifs, entendent lutter de concert contre le terrorisme.

sommet entre les deux pays. Le président du Burkina, Roch Marc Christian Kaboré, a tenu un discours similaire : "Il est important et urgent d'œuvrer à dissiper le climat d'insécurité qui fait peser de graves menaces sur nos efforts de développement", a-t-il estimé.

"Nous devons gagner le combat contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière organisée, les trafics de tous genres et toutes les formes d'extrémisme", a-t-il martelé. Le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire ont été frappés en 2016 par les attaques jihadistes de Ouagadougou (15

janvier, 30 morts) et Grand-Bassam (13 mars, 19 morts), obligeant les deux pays à renforcer leur coopération stratégique. Les enquêtes ont montré qu'il existait des liens entre les deux attaques. Par ailleurs, le Burkina doit faire face à des attaques jihadistes récurrentes dans

le nord du pays à la frontière avec le Mali. La Côte d'Ivoire, qui a aussi une frontière avec le Mali (mais dans un secteur moins ciblé par les jihadistes), surveille particulièrement cette zone. Au cours du sommet, une vingtaine d'accords doivent être signés entre les deux pays notamment sur la fourniture d'électricité ivoirienne au Burkina et la prolongation de la ligne de chemin de fer qui relie les deux pays. Le Burkina et la Côte d'Ivoire ont toujours été intimement liés. Ils ne formaient qu'un seul territoire au début de l'ère coloniale. Quelque trois millions de Burkinabè vivent en Côte d'Ivoire. Les deux pays partagent en outre des ethnies communes comme les Senoufo ou les Lobi. Le Burkina est par ailleurs très dépendant de son voisin pour l'accès à la mer, ainsi que pour les importations.

A travers le monde

• **France/Antisémitisme.** Jean-Marie Le Pen devant la justice

Le fondateur du parti d'extrême droite français Front national, Jean-Marie Le Pen, est renvoyé devant la justice pour "provocation à la haine raciale" pour des propos tenus en 2014 sur le chanteur Patrick Bruel, d'origine juive, qui avaient fait scandale, a-t-on appris hier de source proches du dossier.

• **Turquie/Justice.** La directrice d'Amnesty placée en détention

Un tribunal d'Istanbul a ordonné mardi le placement en détention de la directrice d'Amnesty International en Turquie, Idil Eser, ainsi que de plusieurs militants des droits de l'Homme, l'ONG dénonçant un "affront à la justice".

• **Ukraine/Conflit.** Les rebelles prorusses veulent créer un nouvel Etat

Les autorités séparatistes de l'Est de l'Ukraine, opposées au pouvoir de Kiev, ont annoncé hier vouloir créer un nouvel Etat destiné à remplacer l'Ukraine, qui aurait sa capitale dans les régions sous leur contrôle.